Compétition des Acteurs Sociaux pour le Contrôle du Pouvoir et des Ressources dans la Commune Rurale de Zégoua (Mali)

Bréhima Bérédogo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/536>

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1998

Référence électronique

Bréhima Bérédogo, « Compétition des Acteurs Sociaux pour le Contrôle du Pouvoir et des Ressources dans la Commune Rurale de Zégoua (Mali) », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 16 | 1998, mis en ligne le 27 octobre 2006, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/536>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Compétition des Acteurs Sociaux pour le Contrôle du Pouvoir et des Ressources dans la Commune Rurale de Zégoua (Mali)

Bréhima Bérédogo

- 1 La mise en œuvre de la décentralisation au Mali doit s'accompagner d'un transfert de pouvoirs aux collectivités décentralisées. Ces pouvoirs sont relatifs à la gestion des ressources humaines et naturelles. Mais les collectivités de base n'étant pas des entités homogènes sans contradictions, il y existe des conflits d'intérêt et des groupes constitués pour la défense de ces intérêts.
- 2 Le village de Zégoua est un des points de convergence des ressortissants de toutes les localités et ethnies du Mali. Les nouveaux arrivants ne s'intègrent pas aux autochtones et deux communautés distinctes, séparées, tant sur le plan spatial que culturel, y cohabitent. Le pouvoir traditionnel, le politique et la gestion du foncier, est aux mains des autochtones. Les allochtones, eux, s'occupent du secteur tertiaire et sont manifestement plus riches.
- 3 La présente étude veut donc analyser les conséquences de cette dichotomie sociale sur le processus de décentralisation et partant, les logiques et stratégies des différents acteurs.
Le milieu et les hommesL'impact de la voie de communication internationale, "la route nationale n°7"
- 4 Le village de Zégoua et sa commune rurale sont situés dans le cercle administratif de Kadiolo, à l'extrême sud du Mali, contigus à la Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. La population est majoritairement constituée de Sénoufo. Au début du siècle, dès les premières années de la colonisation, une des routes, construites par les populations soumises aux travaux forcés, relie Sikasso à la Côte D'Ivoire. Celle-ci passe par Zégoua, le dernier village du Soudan français avant la Côte D'Ivoire. Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, l'exode vers ce dernier pays prend de l'ampleur et Zégoua devient

une escale importante. Des ressortissants de Kadiolo s'y installent à partir de 1945 comme gargotiers. En 1965, le bitumage de la route est terminé et le poste de douane est transféré de Kadiolo à Zégoua. La route bitumée passe à l'Est, contournant légèrement le village. L'autorité administrative invite les commerçants et gargotiers à se déplacer vers le poste de douane. Ils s'installent sur la colline et quelques années plus tard, ils sont rejoints par les autochtones qui s'installent au bas de la colline, des deux côtés de la route.

- 5 Depuis, le village ne cesse de croître, essentiellement par apport de migrants en provenance des différentes régions du Mali. C'est ainsi que beaucoup de groupes ethniques y ont leur chef (chef des Dogon, des Peul etc.) et certains sont organisés en association (association des Tagoua, des ressortissants de Kayes, de Kita, etc.). Mais les Sénoufo des villages environnants y émigrent très peu. La conséquence est que les allochtones, aujourd'hui, forment environ les trois quarts de la population et ont de ce fait tendance à submerger les autochtones. La population a ainsi augmenté de 30% en 10 ans passant de 3034 en 1986 à 3957 en 1996 alors que le taux moyen d'accroissement est de 3,1 % pour l'ensemble du Mali. A part les allochtones du village de Zégoua constitués d'une mosaïque d'ethnies, la population de la commune rurale est essentiellement de l'ethnie Sénoufo. Selon le recensement de 1996, elle était au nombre de 10303 habitants répartis entre 9 villages : Zégoua, Fanidiama, Ziangolodougou, Katioloni, Nassoulo, Kalibéné, Dialakorosso, Katélé et Zampédougou.

Du village traditionnel au site semi-urbain

- 6 Le transfert du village de son site originel à son emplacement actuel s'est fait sur la base d'un nouveau type d'occupation de l'espace. En effet, il existe une occupation culturelle de l'espace en pays sénoufo, occupation qui tient compte des rapports de parenté, des rapports socioculturels et historiques et aussi d'une optimisation de la communication. Ainsi, le lignage organise l'espace en tenant compte du statut et de l'âge de chaque membre et organise le voisinage en fonction des liens de parenté. Comme le dit Kientz "les proches d'un point de vue spatial sont également les proches du point de vue de la parenté... Au cours de leur existence, les Sénoufo suivent une "trajectoire" bien définie à l'intérieur de l'espace villageois. La modification progressive de leur réseau relationnel s'accompagne d'un déplacement dans l'espace qui se fait par étapes" (1963-64 : 547).
- 7 Les lignages s'installent souvent selon l'ordre d'arrivée, l'activité socioprofessionnelle ou l'espace concédé par le lignage hôte. L'organisation de l'espace villageois sénoufo est conforme à peu de chose près au principe selon lequel : "n'importe qui peut se rendre n'importe où au prix du moindre effort" (Kientz 1963 - 64 : 546).
- 8 Mais l'occupation actuelle de l'espace à Zégoua a fait appel à d'autres valeurs : "faire place nette au Progrès, à la Rationalité et à la Planification : le nouveau village sera en effet construit d'après un plan, tracé à la règle et à l'équerre"(Kientz 1963 - 64 : 547). L'homme sénoufo, la manière d'être sénoufo n'y a pas été pris en compte. Selon El Hadj Salim Ouattara, le commandant de cercle d'alors (Ardiouma Koné) a fait venir un géomètre de Sikasso en 1964. Celui-ci, dans une première phase, a divisé le nouveau site en 18 parcelles de 30 mètres sur 30 chacune, cessible à raison de 400 francs maliens la parcelle.
- 9 De ce fait, contrairement aux huit autres villages de la commune rurale et même de la plupart des villages du cercle de Kadiolo, Zégoua est spatialement organisé à l'image des centres urbains du Mali.

- 10 La présence du poste de douane et des filiales des différentes maisons de transit a entraîné la diversification des activités : activités commerciales, artisanales, de restauration... Par opposition à la vie paisible que mènent les autres villages sénoufo, Zégoua est un centre semi-urbain quotidiennement animé par la présence massive de véhicules de transport, de marchandises et de passagers en provenance ou en transit pour la Côte d'Ivoire... Ces nouvelles activités sont menées par les allochtones et les autochtones demeurent confinés dans les activités rurales traditionnelles.
- L'histoire politique du FolonaLe paysan et les États : la crise de confiance
- 11 La commune rurale de Zégoua fait partie d'un ensemble, traditionnellement, appelé le Folona. Au début de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, cet ensemble était constitué de communautés villageoises indépendantes les unes des autres, nouant des alliances sporadiques et temporaires, particulièrement en cas d'agression extérieure. Le Folona fut conquis vers 1870 par l'État du Kénédougou. Les populations devaient, alors, fournir des hommes pour l'armée royale et la construction des fortifications, payer des tributs pour l'entretien de l'aristocratie et de l'armée. Vers 1895, pour faire le vide devant Samory Touré qui leur imposait la guerre, les souverains déportèrent les populations du Folona à Sikasso, la capitale du Kénédougou. Les survivants n'en reviendront qu'en 1898 après la prise de Sikasso par les Français.
- 12 L'occupation coloniale a duré 62 ans, dont 48 ans de violence et de contrainte sans commune mesure. Pour les populations, la politique coloniale fut celle de la contrainte économique et socio-politique : fourniture obligatoire de produits dont le bénéfice de vente était par la suite retiré sous formes de tributs (impôt) ; assujettissement des structures sociales aux réquisitions d'hommes et à la violence exercée sur les populations. Le découpage administratif colonial entraînait une centralisation (villages, canton, cercle, colonie...) qui remettait l'organisation sociale sénoufo en cause. Avec l'abolition du travail obligatoire par la loi du 11 avril 1946 (dite loi Houphouët-Boigny) et la naissance de la vie politique en Afrique, les populations connaîtront un répit en ce qui concerne l'extorsion du fruit de leur travail et la violence exercée sur elles par l'administration.
- 13 L'indépendance politique acquise, les nouvelles autorités parleront de décentralisation ("rapprocher l'administration des administrés"). Mais, alors qu'auparavant, c'était à Sikasso seulement (soit à 100 kilomètres), que les populations rencontraient les services de répression de l'État (gardes, gendarmes, douaniers, agents des Eaux et Forêts...), elles auront désormais à les côtoyer quotidiennement.
- 14 Enthousiastes au départ, elles ne tarderont pas à déchanter. Malgré le rapprochement de l'administration des administrés, certains villages demeureront éloignés des centres administratifs : Fanidiama et Diou, 25 kilomètres ; Zampédougou, 30 kilomètres... Les rapports des populations avec l'administration malienne se dégradent rapidement (violence, arbitraire, extorsion de biens, exactions de toutes sortes...). Au niveau national, aucune réforme ou disposition n'est prise en concertation avec elles. Et elles n'ont, en conséquence, accepté aucune de ces innovations allant à l'encontre de leurs habitudes : notion de frontière entre les trois États (Mali, Côte d'Ivoire et Burkina Faso) et réglementation de l'exploitation des ressources naturelles (terres, eaux, zones de chasse...) y afférant. L'avènement du pluralisme politique en 1991 n'a pas apporté un changement fondamental dans le cercle de Kadiolo. Des propos peu clairs tenus par les pouvoirs publics sur la suppression du minimum fiscal et les taxes ont entraîné une résistance des populations à s'acquitter de toute impôt. Les tentatives de réinstaurer

"l'autorité de l'État" ont encore contribué à détériorer les rapports entre les deux parties.

- 15 Le paroxysme a été atteint en 1995 avec les échanges de coup de feu entre l'administration et la population du village de Kardiasso où il y eut mort d'hommes.
- 16 Les Sénoufo du Folona, agriculteurs par excellence, ont donc vécu sous trois types d'État : celui du Kéné Dougou, l'administration coloniale et l'État post-colonial. Avant leur emprise, la production et la consommation se faisaient dans les lignages patrilinéaires (*dala*) sous l'égide de l'aîné (*dalafolo*). La chefferie du village était d'essence religieuse et administrative. "Aucun groupe d'homme n'empêchait aucun autre d'accéder aux moyens de production : objet de production (terre, zone de pêche, de chasse) et instruments de travail. Aucun groupe d'homme, non plus, ne spoliait régulièrement, après chaque procès de production, un autre d'une partie ou de la totalité du fruit de son travail" (Béridogo 1982 : 196).
- 17 Les États ont donc opéré des ruptures dans la formation économique et sociale sénoufo par l'extorsion d'une partie de la production et la réquisition de la main d'œuvre. La particularité de l'État colonial réside dans sa volonté d'intégration des populations au marché capitaliste international : obligation d'utiliser la monnaie, de fournir des matières premières (coton, arachide, caoutchouc...), travail obligatoire, qu'il soit ou non rémunéré, en vue du conditionnement au salariat... Loin d'exagérer, on peut affirmer que les rapports des populations avec l'État malien (administration et services techniques) ne sont pas tellement différents. Pour les Sénoufo, aucun type de pouvoir ne constitue un chemin droit, sans embûche pour le pauvre. Tous comportent des détours, des sinuosités, constituant des trappes dans lesquelles les dominés se font prendre.
- 18 C'est dans ce contexte de crise de confiance que la troisième République leur a proposé une autre décentralisation, celle dans laquelle elles choisirent elles-mêmes leurs administrateurs.

Le paysan et le champ politique

- 19 En 1946, le canton du Folona faisait partie du cercle colonial de Sikasso. La loi Houphouët-Boigny n'y fut pas appliquée et l'administration coloniale y continua à percevoir la taxe de rachat des prestations d'un côté et à bénéficier de ces mêmes prestations de l'autre ; laissant par ailleurs les chefs de canton et de village en faire autant. Mais au début de l'année 1946, un parti politique Le Bloc s'y était constitué sous l'impulsion de l'instituteur Modibo Kéïta. Il se transforma par la suite en section locale de l'Union Soudanaise, section du Rassemblement Démocratique Africain. Exploitant le mécontentement des populations excédées par les contraintes coloniales, elle regroupa autour d'elle la majorité d'entre elles et prit habilement à son compte les acquis et réformes récemment intervenus : "Qui accepte de prendre la carte "Liberté" (carte de membre du RDA) ne s'acquittera plus de travaux forcés". Au Folona, le premier à adhérer au RDA fut Fankélé Diarra, un Tagba de Kadiolo... Modibo Kéïta était considéré comme le libérateur." (Béridogo 1982 : 331-332) Pour tenter de reconquérir leurs privilèges, les chefs de canton et de village se regroupèrent au sein du Parti Progressiste Soudanais (P.S.P.). Mais les différentes élections consacrèrent finalement la victoire du R.D.A.

- 20 À Zégoua, le chef de village se retrouve à couteau tiré avec les différents chefs de lignage. Ces derniers étaient organisés sous la direction du commerçant El Hadj Madou Koné.
- 21 L'indépendance, une fois acquise, les autres partis furent dissous et l'adhésion au R.D.A. prit un caractère obligatoire et contraignant ainsi que le paiement des différentes taxes pour l'animation du parti. Le parti et l'État étaient confondus. Entre les militants et le Parti-État le divorce était consommé. En ce sens, El Hadj Salim affirme que "le RDA nous a libéré du fouet mais nous rendit, par la suite, la vie impossible". Le coup d'État militaire de 1968 fut accueilli comme un événement libérateur. Les militaires initièrent par la suite un autre parti unique, l'Union Démocratique du Peuple Malien (UDPM). Ici aussi, l'adhésion était obligatoire de même que le paiement des cartes et autres taxes pour le parti et ses émanations appelées organisations de masse (Union Nationale des Jeunes du Mali (UNJM) et Union Nationale des Femmes du Mali/ UNFM).
- 22 Avec l'avènement du pluralisme politique en 1991, un jeune vétérinaire sillonne le cercle de Kadiolo et arrive à obtenir l'adhésion des populations au parti A.DE.MA. (Alliance pour la Démocratie au Mali). Par la suite, la campagne électorale de ce parti se fera essentiellement sur la base de promesses relatives à la suppression de l'impôt (minimum fiscal et autres taxes)... Après quelques années de gestion, les promesses faites demeurent lettre morte. Le minimum fiscal est supprimé, mais les autres taxes subsistent. Pour faire face à la dégradation de l'environnement le pouvoir exécutif a pris des mesures répressives plus contraignantes que par le passé et dont l'application relève du ressort du service des Eaux et Forêts. Les populations sont complètement désorientées et ne savent plus à qui faire confiance. Le terme de politique est devenu synonyme de duperie, de mensonge... "Faire de la politique" à quelqu'un signifie le tromper, lui faire une ruse, un coup bas...
- Processus de constitution de la commune rurale de Zégoua
- 23 La création de la commune rurale de Zégoua a été l'objet d'une rude bataille. Certains partis politiques comme le PARENA (Parti pour la renaissance nationale) et le PMDR (parti malien pour la démocratie et le renouveau) étaient opposés à sa création. Ces deux partis voulaient l'unité de l'arrondissement central de Kadiolo parce qu'ils étaient sûrs d'y remporter les élections. Selon un chef de parti politique, le PMDR aurait usé de tous les subterfuges pour empêcher la création de la commune rurale de Zégoua ; notamment en incitant le village de Ziangolodougou à refuser d'y adhérer, ce qui remettait en cause la continuité géographique, la cohérence spatiale, un des critères de constitution des communes rurales à l'époque.
- 24 La constitution de la commune de Zégoua est donc à l'actif d'intellectuels allochtones, notamment, militants du parti de l'ADEMA.
- 25 Selon des responsables des partis politiques hostiles à son existence, cette création a été motivée par la certitude pour l'ADEMA de perdre la commune rurale de Kadiolo si elle se constituait sur la base des limites de l'arrondissement central. Ce faisant, avec la proximité de la frontière ivoirienne, elle espère gagner par la fraude en faisant venir des populations de la Côte D'Ivoire pour les faire voter. Selon toujours les mêmes responsables, cette création aurait été faite sur des bases de mensonges et de corruption. En effet, deux cadres de l'ADEMA se seraient déplacés de village en village pour faire croire aux populations que les recettes douanières et de transit iraient désormais à la commune rurale et que ce ne serait pas intelligent de laisser Kadiolo s'emparer de tels fonds. Un vélo neuf et de l'argent (10000 F. C.F.A.) auraient été offerts

à chaque chef de village. Certains de ces chefs auraient refusé ces offres mais des villageois auraient pris l'argent et signé à leur place.

- 26 Interrogé au sujet de ces allégations, le Secrétaire général de la section ADEMA, Monsieur Ladji Konaté affirme : "La création de la commune rurale de Zégoua est à l'actif des populations. Je reconnais que nous avons discuté du problème à un certain niveau. Par rapport aux critères défendus par les spécialistes en la matière, critères économiques, de position..., nous avons estimé qu'il serait injuste de ne pas retenir certaines localités comme chef-lieu de commune. Nous avons défendu le dossier, je le dit sans passion politique, par rapport aux critères et en suivant les aspirations des populations. Pour ce qui concerne le problème de bicyclette, c'est le chef de village de Katélé qui s'est plaint d'avoir abîmé la sienne lors des dernières campagnes électorales et en voulait une en compensation. Et Yoro Diallo, un de nos militants, lui a offert une vieille bicyclette".

Les raisons profondes de la constitution de la commune de Zégoua : secouer le joug de Kadiolo

- 27 A part les chefs-lieux de centre administratifs, Zégoua diffère de tous les villages sénoufo du cercle de Kadiolo. Il est mieux desservi que la plupart des centres administratifs, grâce à la route bitumée. Il abrite un nombre important d'étrangers. Cette différence, perçue comme valorisante, fait que Zégoua n'a rien à envier au chef-lieu de cercle et encore moins aux différents chefs-lieux d'arrondissement. Il a, d'ailleurs, un complexe de supériorité par rapport à la tutelle administrative de Kadiolo. Il n'est pas rare d'entendre qu'il éclipsa un jour son centre administratif de tutelle, s'il ne l'a pas déjà fait. Zégoua se considère et est considéré par les autres localités comme "développé", "civilisé" et cela à cause de la présence massive des signes extérieurs de richesse, d'occidentalisation : importance numérique d'automobiles, de maisons construites avec des matériaux d'origine européenne, nombreuses infrastructures socio-administratives... Cependant, malgré cette situation, la localité n'a bénéficié d'aucune promotion sur le plan administratif. Il n'est ni chef-lieu de cercle, ni d'arrondissement, étant trop proche de Kadiolo. Et comme n'importe quel gros bourg sénoufo, il n'était qu'un chef-lieu de secteur administratif et de Z.A.E.R. (Zone d'Animation et d'Expansion Rurale) de la C.M.D.T. (Compagnie Malienne du Développement des Textiles) depuis peu de temps.

- 28 La décentralisation a donc été pour Zégoua une aubaine ; l'occasion de secouer le joug de Kadiolo, de faire valoir sa différence. Un responsable ADEMA renchérit : "Ce sera la commune la plus viable du cercle à cause des potentialités économiques et humaines dont elle regorge, à cause du brassage de populations autochtones et étrangères. Ces populations étrangères y sont arrivées riches de leur expérience acquise à travers les voyages". Plus explicitement, un instituteur affirme : "La décentralisation fera l'affaire de Zégoua puisqu'elle mettra fin aux lourdeurs administratives de Kadiolo. Zégoua sera désormais indépendant de Kadiolo, c'est là le plus gros avantage".

- 29 La constitution d'une commune rurale était donc pour Zégoua une occasion de promotion à ne pas rater. Et c'est ce qui fait dire au notable allochtone El Hadji Salim : "À l'époque, je les ai mis en garde, je leur ai dit que si vous ne faites pas attention, vous continuerez à dépendre de Kadiolo".

Les stratégies de conservation et de conquête des pouvoirs par les acteurs à travers une cohabitation conflictuelle

- 30 Le cercle du pouvoir traditionnel et son aversion pour la politique dans sa forme moderne
- 31 Traditionnellement, dans les villages sénoufo le chef de village et son conseil (4 à 7 membres) sont les administrateurs du village. S'y adjoignent des personnalités influentes, des leaders d'opinion, des gens qui s'imposent de par un atout psychique ou matériel qui les hisse au dessus des autres (témérité, éloquence, maîtrise de l'écriture, connaissances magiques, importance numérique des membres du lignage ou de l'unité de production, importance de la fortune, statut d'ancien combattant ou de retraité des services de l'État). En dehors des périodes de crise, les notables allochtones sont associés à des prises de décision du cercle du pouvoir traditionnel. A Zégoua, avec l'avènement du pluralisme politique, le cercle du pouvoir traditionnel, pour des raisons stratégiques, s'est déclaré apolitique. Amadou Zanga Ouattara, conseiller du chef de village, affirme : "Je suis apolitique parce que ma fonction de conseiller l'exige. Mais toutes les sensibilités sont sous notre contrôle ; nous sommes obligés d'être impartiaux". Dans l'entendement du corps politique traditionnel, ils sont au dessus des courants car pères et hôtes des différents partis et parties. Ce faisant, c'est la gestion de l'ensemble et non d'une partie qui leur revient, rien ne doit leur échapper. A ce sujet, un autre conseiller du chef de village est très explicite : "Nous sommes des paysans mais pas des hommes politiques. C'est la raison pour laquelle les étrangers occupent des postes politiques importants. Mais, ils ne peuvent pas nous tromper car nous restons vigilants".
- 32 Toutes les opinions confirment le désintéressement des autochtones à l'endroit de la chose politique et en conséquence la suprématie des allochtones dans les directions des différents états-majors politiques. Cette aversion peut s'expliquer aussi et surtout par l'expérience politique des Sénoufo et par la crise de confiance qui les oppose à l'État.
- 33 Ce faisant seul le pouvoir traditionnel est considéré comme légitime, juste et doté de toutes les vertus pour assurer le bien-être des administrés. Quant au pouvoir moderne, il est perçu comme vivant de ruse ou de brigandage. Il consiste à extorquer aux dominés leurs biens au nom de projets mirobolants ou par les forces de répression. Ce pouvoir c'est le péché, le mal (*yakè*), la souillure (*fouònri*)... et l'agent de l'État le fainéant, l'improductif, le malhonnête, le fourbe... C'est ce qui apparaît à travers les adages et énoncés populaires. Le vocabulaire politique local traduit le pouvoir non traditionnel (celui de l'administration ou celui conféré par la voie des urnes) par la force, la violence (*fann'gi*) et les administrés par les pauvres, les faibles (*fonn'gonfèlè*). Les partis politiques et leurs animateurs sont assimilés aux agents de l'État ou considérés comme traînant les mêmes tares. Il n'est donc pas étonnant que les états-majors des dits partis soient abandonnés aux allochtones.
- 34 A Zégoua, le parti politique dominant est l'ADEMA. Tous ceux qui ont été interrogés confirment sa suprématie.
- Les infrastructures génératrices de revenus
- 35 Sous l'impulsion des allochtones le village de Zégoua et les huit autres villages de la commune rurale se sont dotés d'un centre de santé communautaire (CESCOM) et d'une pharmacie communautaire. Ces deux infrastructures génèrent des revenus ; la pharmacie grâce aux bénéfices réalisés sur la vente des médicaments et le centre de santé grâce aux honoraires payés par les patients. Elles avaient au début un comité de gestion composé d'autochtones et d'allochtones.

- 36 Une borne fontaine y existe aussi. Elle procure des revenus au village grâce à la vente de l'eau. Il en est de même pour la retenue d'eau à laquelle les pasteurs ont recours en saison sèche.
- 37 Les stratégies de conservation du pouvoir et de contrôle des infrastructures et des revenus Bien que Zégoua tire sa différence du "fait étranger" et bien que la constitution de la commune rurale ait été à l'actif des allochtones, ces derniers ne sont pas spatialement intégrés, ni mentalement acceptés par les autochtones. Le village traditionnel se trouve donc au bas de la colline et les allochtones à son sommet et aux alentours. La cohabitation, bien que séparée, fut longtemps harmonieuse ; chacun n'étant préoccupé que par ses centres d'intérêt. Et mieux, conformément à l'idéologie traditionnelle, l'étranger était le bienvenu dans tout village sénoufo où il était progressivement intégré ou mieux culturellement absorbé. Mais à Zégoua le taux d'immigration est si élevé que c'est l'effet inverse qui a tendance à se produire. Les autochtones sont démographiquement et culturellement submergés. Et depuis un certain temps, des conflits éclatent ou demeurent latents au sujet du pouvoir, du contrôle des infrastructures et des revenus qu'elles génèrent.
- 38 C'est ce qui fait dire à un tailleur de la localité : "Autrefois, les autochtones ne s'occupaient pas de ce que faisaient les étrangers. Ils tenaient seulement à leurs terres et à leurs femmes. Aujourd'hui, c'est tout autre chose. Les autochtones sont jaloux de la prospérité des étrangers. J'en veux pour preuve, la prise en main de la fontaine publique, de la maternité et de la pharmacie par les autochtones alors que toutes ces infrastructures sont à l'actif des étrangers. Entre étrangers aussi, ce n'est pas l'unité. Par exemple, ceux qui viennent de Ségou sont accusés d'être des traîtres de nature, les Malinké sont traités de stupides..." En d'autres termes, un enseignant décrit la même situation : "Apparemment les étrangers et les autochtones s'entendent bien, mais au fond, il y a une frustration dans les deux camps. Car, plus le village se développe, plus les étrangers tendent à supplanter les autochtones et à les ignorer. Cela aura des répercussions sur la vie de la future commune de Zégoua".
- 39 Selon M. Kéïta, agent de transit, tout allait bien jusqu'au renouvellement du comité de gestion du CESCO (Centre de santé communautaire), où les étrangers ont été systématiquement écartés à la faveur d'une campagne xénophobe qui fut menée contre eux.
- 40 Par contre, selon M. Berthé, responsable politique originaire de l'un des villages de la commune rurale, "le renouvellement du comité de gestion du CESCO a révélé une prise de conscience chez la population ; celle-ci a compris qu'elle devait prendre en charge la gestion de la santé, qu'elle devait être impliquée dans le choix des hommes et dans la gestion ; c'est cela qui est à saluer".
- 41 Bien avant, au moment de la construction de la retenue d'eau, les autochtones ont estimé que les allochtones ne s'étaient pas suffisamment investis. Et que face aux différents travaux d'intérêt collectif, leur apport en main d'œuvre laisse à désirer, la participation demeurant surtout d'ordre financier. Les incriminés sont évidemment d'un avis contraire. A l'unanimité, ils affirment avoir toujours apporté leur contribution et avoir même entièrement financé certaines infrastructures. Finalement, les allochtones ont été exclus de la gestion de la retenue d'eau.
- 42 A cette situation, vient s'ajouter un conflit autour du site du marché. De concert avec l'administration, le chef de village et son conseil ont voulu transférer le marché sur un

site qui leur semblait plus approprié. Les allochtones sont d'un avis contraire. Ils affirment être des commerçants de profession et n'entendent pas que le marché soit situé en un endroit inhabité où sévirait l'insécurité. Vexés par cette attitude, les autochtones se sont réunis et ont rétorqué qu'un étranger n'avait pas à se mêler de gestion de l'espace et qu'il était temps qu'ils prennent en main la destinée de leur village.

- 43 Certains autochtones estiment que c'est le chef de village qui est responsable de cette situation : "Ils (les allochtones) ont dit qu'ils n'iront pas au nouvel emplacement et que le marché ne sera pas déplacé. Et je sais qu'il ne sera pas déplacé. Le chef de village n'y peut rien. Il traite avec les étrangers. Si tu fais de ton étranger ton chef, il finira par te réclamer un tribut", affirme un villageois dépité.
- 44 Finalement, l'administration a tranché en faveur des autochtones.
- 45 Face aux difficultés croissantes, les allochtones essayent de se doter d'un chef de village : "Je sais qu'en fin de compte il y aura deux chefs de village : un pour les autochtones, l'autre pour les étrangers. J'ai mon champ de leur côté, je suis informé des réunions qu'ils tiennent bien que je n'ai pas d'ami parmi eux", affirme un autochtone.
- 46 Un notable allochtone confirme ses dires : "A Kadiolo, il y a quatre chefs de village, pourquoi il n'y en aurait-il pas deux ici ?" Selon le conseiller du chef de village, Amadou Zanga Ouattara, "il ne faut pas confondre chef de quartier et chef de village. Il ne peut jamais y avoir deux chefs de village, un étranger ne peut pas être chef ici".
- 47 C'est dans cette atmosphère que survient la décentralisation et que se préparent les élections municipales. Faisant fi du code électoral, les Zégoualais jurent qu'aucun étranger n'aura la direction de la commune. Cependant, ils se désintéressent de la politique alors que ce sont les partis politiques qui ont jusqu'ici mené le jeu. Les autochtones sont donc animés par des sentiments ambivalents. Ils se savent à l'écart d'un certain champ politique mais veulent contrôler les pouvoirs afférents aux structures décentralisées. Par ailleurs, les autochtones sont, d'une part, contents et fiers de la croissance numérique et spatiale de leur village grâce à l'apport des allochtones mais veulent, d'autre part, tenir ces mêmes allochtones à l'écart de toute instance de décision. L'exclusion des allochtones de la direction de certaines structures, en dehors des sentiments de frustration, rentre dans le cadre de stratégie de contrôle du futur pouvoir, celui qui doit émaner des urnes.
- 48 Du côté des tenants du pouvoir actuel, essentiellement constitué des lignages de Nabilé, de Kébéya et de Bourama Coulibaly, il faut signaler la présence de Doulaye Ouattara, agent chargé de l'état civil. Alphabétisé en français, son savoir et sa fonction l'ont rendu incontournable et lui ont ouvert le cercle du pouvoir. Il constitue en même temps un relais important pour le chef. Car dans l'entendement du pouvoir traditionnel, "quand on ne sait que parler sans pouvoir écrire ni lire on se fait gruger par les lettrés dans la collaboration".
- 49 Autour de El Hadj Salim Ouattara, les allochtones forment un pôle pour la défense de leurs intérêts. Au sein du village, ils sont opposés au pôle ou cercle du pouvoir. Mais ils se retrouvent tous coalisés, chaque fois, contre l'extérieur, notamment l'administration du cercle, le chef-lieu de cercle... Par ailleurs, les tenants du pouvoir les utilisent pour l'acquisition de promotion sociale, d'infrastructures et aussi pour avoir le dessus sur leurs alliés des différents villages sénoufo. Mais en dehors de ces moments, les contradictions reprennent le dessus.

- 50 Un pôle non moins important est celui constitué par les dirigeants du parti politique ADEMA. Il est arrivé à avoir avec lui, pratiquement, tous les cercles de pouvoir traditionnel de la commune. Mais la perception du problème communal en termes d'opposition autochtones / allochtones et non en termes de programme de parti politique ou de majorité présidentielle et d'opposition risque de lui porter préjudice. C'est ainsi que les différents villages, depuis l'initiation du processus de décentralisation, projettent de faire une liste de délégués constituée d'émissaires de tous les villages. Des partis de l'opposition et de la "majorité présidentielle" sont à l'affût pour glisser leurs militants dans cette liste. C'est le cas du PMDR, de l'USRDA et du BDIA pour l'opposition, et du PARENA pour la "majorité présidentielle" qui ont respectivement des militants en bonne posture à Katélé, Ziangolodougou, Nassoulo et Zégoua.
- 51 L'espace de débat et de prise de décision choisi par chaque pôle est un lieu privé. Il ya la cour du chef de village, celle de El Hadj Salim Ouattara et les lieux de réunions de l'ADEMA. Les réunions publiques ne sont pas des lieux de prise de décision mais des espaces pour informer et entériner des décisions prises à d'autres niveaux, en cercle restreint. La réalité du pouvoir semble se trouve du côté des tenants du pouvoir traditionnel que l'état major de l'ADEMA a tendance à contrôler.
- 52 A côté de ces stratégies développées pour le contrôle du pouvoir politique et des infrastructures génératrices de ressources financières, il en existe d'autres développées pour le contrôle du foncier, notamment les terres à usage de culture et celles à usage d'habitation.
- Stratégies foncières des autochtones et des allochtones Principes de gestion foncière au Folona
- 53 Tout village traditionnel sénoufo constitue un terroir désigné par le terme de *khulu*, désignant un contenant, un espace délimité et son contenu que sont les divinités (*tugulo*), les hommes, le sol, les eaux, la flore, la faune... Les limites du *khulu* sont connues des ressortissants et elles sont aussi reconnues par leurs voisins limitrophes. Tout *khulu* a un gestionnaire, dénommé *khulofàlà*, c'est le chef de terre.
- 54 Cette chefferie de terre est une fonction qui, en fait, revêt deux attributs : le chef de terre est d'une part l'administrateur des terres et il en est d'autre part le ministre officiant. "Dans le processus d'occupation des lieux, le premier groupe domestique qui s'installait avait pour toujours la propriété des terres. L'aîné des hommes a le titre de chef de terre qu'il transmet à ses descendants. Personne d'autre ne peut s'y installer sans son autorisation. Cette prérogative s'explique par le fait que si le premier groupe a pu s'y installer et exploiter la terre, c'est parce qu'il a été accepté par les *tugulo*, (les divinités tutélaires) qui sont les véritables propriétaires des lieux. La première offrande qui leur a été faite a rendu possible l'exploitation de la terre. Pour que celle-ci continue à être féconde, il faut lui faire chaque année des sacrifices propitiatoires" (Béridogo 1982 : 46-47). En cas de viol d'interdit ou de souillure de la terre, les *tugulo* infligent une sanction aux humains, sanction se manifestant par une calamité naturelle (mauvaise récolte, manque de pluie, épidémie...). Seul le chef de terre est habilité à leur faire des offrandes expiatoires pour les apaiser. Les divinités tutélaires et le lignage du chef de terre sont donc liés par un pacte. Le statut de chef de terre est, en conséquence, inaliénable et incessible.
- Particularité de Zégoua

- 55 Traditionnellement, tout étranger s'adresse au chef de terre pour bénéficier d'un espace à usage de culture et d'habitation. Mais contrairement aux autres villages sénoufo, ce pouvoir traditionnel ne contrôle plus les mouvements migratoires à Zégoua et la terre y est devenue un enjeu de taille, un objet de compétition opposant autochtones et allochtones mais aussi le cercle du pouvoir traditionnel et les villageois autochtones.
- 56 - L'exploitation des terres de culture : les terres de culture constituent un enjeu de taille à Zégoua. Les allochtones ont beaucoup de difficultés à y accéder. Les autochtones expliquent cette situation par une carence de terre. Le prêt de terre pour la production céréalière est toléré mais les chefs de terre interdisent toute plantation d'arbres fruitiers. Dans l'entendement populaire, certaines entreprises (plantation d'arbres, construction de maison d'habitation, creusage de puits...) sur une terre donne des droits de propriété inaliénables à leurs auteurs. Il n'est donc pas rare d'assister à l'arrachage de plants par les chefs de terre. Le concours du chef de terre et des voisins étant obligatoire pour l'immatriculation des terres (obtention de titre foncier ou de concession rurale), beaucoup d'allochtones qui s'étaient entêtés à planter sans l'accord du chef de terre se retrouvent aujourd'hui bloqués dans cette phase de la procédure d'immatriculation. Après la période coloniale, l'État a signifié aux citoyens qu'il était propriétaire de toute terre non immatriculée. Depuis, le code domanial et foncier a évolué. Mais l'attitude initiale de l'État marque encore la perception du monde rural. C'est pourquoi le conseiller du chef de village Amadou Zanga Ouattara affirme que la terre appartient au gouvernement mais que le premier occupant en est aussi propriétaire. Dans le même sens mais conformément à ses intérêts, l'allochtone El Hadji Salim Ouattara affirme que le gouvernement doit exercer son droit de propriété sinon les bonnes terres continueront à dormir à Zégoua.
- 57 Les terres à usage d'habitation : auparavant, il fallait s'adresser au chef de village pour avoir un espace à usage d'habitation. Mais, depuis les premiers lotissements en 1964, il faut faire une demande à l'administration à Kadiolo. Une fois celle-ci agréée, l'intéressé paie une taxe s'élevant actuellement à 15000 francs C.F.A. La lettre d'attribution qui lui est alors délivrée l'autorise à entreprendre les travaux sur l'espace affecté. Les chefs de terre perdent leur autorité sur toute terre destinée au lotissement. Dans les principes, la réquisition se fait moyennant l'attribution d'une parcelle au chef de terre ou à l'exploitant. Mais, selon Berthé, "ils refusent de donner des lots aux expropriés. Ce fut le cas de Zoumana Sanogo originaire de Ziangolodougou dont les veuves n'ont, jusqu'ici, rien reçu ; un charbonnier de l'ethnie dogon de même que Solo Sidibé du Wassoulou se trouvent dans la même situation" .
- 58 Sur un autre plan, un sentiment de frustration transparaît dans le discours d'une partie de la population autochtone. Celle-ci estime être victime d'une autre injustice en ce sens que le lotissement dans sa forme actuelle permettrait aux allochtones de se livrer à une spéculation foncière : tandis que certains autochtones n'ont même pas deux lots, des étrangers en auraient une quinzaine.
- 59 Mais si les chefs de terre perdent toute autorité sur les terres à lotir, les administrateurs locaux, le chef de village et ses conseillers acquièrent dans les faits des droits. A chaque lotissement d'une certaine envergure des lots leur sont concédés et ils se les répartissent. Par ailleurs, il arrive que cette administration locale procède à des attributions de parcelle moyennant les 15000 francs sans passer par l'autorité administrative étatique. N'étant pas habilité à le faire, il ne peuvent, en conséquence,

pas délivrer de lettre d'attribution aux bénéficiaires qui se retrouvent en situation irrégulière, perçus comme des squatters par la loi.

- 60 La partie de la population qui est frustrée espère que l'autorité qui naîtra de la décentralisation demandera des comptes au chef de village. Son souhait est donc que ce nouveau pouvoir échappe complètement au chef de village et à ses conseillers. Comme axiome, elle avance que "la décentralisation aura été un échec si le chef de village et son entourage ne sont pas inquiétés".
- 61 Comme autre attente de la décentralisation, certains espèrent que les fonds générés par les futures attributions de parcelles contribueront à la mise en valeur de la commune rurale au lieu de prendre la direction du service administratif de la perception de Kadiolo, antenne locale du trésor public de l'État. C'est ce qu'exprime un responsable politique originaire de la commune : "il y a beaucoup de choses qui leur (la population) donnent de plus en plus l'envie de s'autogérer. Quand tu es géré par quelqu'un d'autre c'est une grande perte. Car tu vois certaines choses que tu ne peux dénoncer. C'est le cas par exemple des lotissements anarchiques".
- 62 Les stratégies foncières ne résisteront pas longtemps aux effets des mutations sociales et surtout la monétarisation des différents rapports sociaux avec l'extension et l'imposition du marché capitaliste.

Conclusion

- 63 Le chef lieu de la commune rurale de Zégoua a toujours été un lieu de luttes politiques. Les lignages s'y sont toujours livrés un combat acharné. Les tenants actuels du pouvoir essayent de le conserver à partir d'une stratégie basée sur la lutte contre les allochtones. De sorte que le problème autochtonie-allochtonie est au cœur du débat politique bien que le chef-lieu de commune, Zégoua se soit imposé aux autres villages à partir de l'apport des allochtones.
- 64 Les terres, quant à elles, restent relativement abondantes même si des stratégies sont mises en œuvre pour empêcher l'accès des allochtones au foncier. Les conflits fonciers sont beaucoup plus latents que manifestes. Mais avec la pression démographique, il faut s'attendre à ce qu'ils s'aiguisent, opposant autochtones et allochtones de Zégoua mais aussi, d'une part, différents terroirs contigus de la commune et d'autre part, ces villages et ceux voisins de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso.
- 65 Par rapport à la décentralisation, l'information demeure au niveau du cercle du pouvoir traditionnel et des états-majors de certains partis politiques. Les autochtones se mettent, aussi, à l'écart d'un certain champ politique, mais veulent, en même temps, contrôler les pouvoirs nés du processus. Dans l'entendement du corps politique traditionnel, leur statut d'hôtes leur donne un droit de regard ou de gestion des affaires de la cité. Le problème de fond, ici, est l'incompatibilité d'une telle perception avec le code électoral et la constitution du Mali. Par ailleurs, la crise de confiance existant entre l'État et ces autochtones fait qu'en même temps qu'ils doutent des intentions de l'État et de ceux des hommes politiques, ils prennent des dispositions pour ne pas se faire "gruger" par les allochtones. La confiance va-t-elle revenir une fois la décentralisation devenue effective ? La seule réponse qu'on puisse apporter ici est que l'avenir de la démocratie au Mali sera fonction du succès de la décentralisation.

BIBLIOGRAPHIE

Béridogo, B. 1982. *Système de parenté et rapports de production chez les Sénoufo cyigballa du Folona*. Paris : Université Paris V René Descartes (thèse de doctorat de 3e cycle).

Béridogo, B. 1998. "Processus de décentralisation au Mali et couches sociales marginalisées". *Bulletin de l'APAD* 14 : 21-34.

Kientz, A. 1963-64. "Optimalisation de la communication et agencement de l'espace. Le modèle Sénoufo". *Cahiers d'Études Africaines* 63-64, XVI (3-4) : 541-552.

Le Démocrate malien 1995. Édition spéciale, juillet 1995, Bamako.

Le Républicain 1997. n°269 du 5 novembre 1997, Bamako.

Nadio, A. 1997. *Femme et enjeux de pouvoir dans le cadre de la décentralisation*. Bamako : ENS, DER PPP (mémoire de fin d'études).

Soumaoro, L. 1997. *Décentralisation et enjeux de pouvoir traditionnel dans la commune rurale de Zégoua*. Bamako : ENS, DER PPP (mémoire de fin d'études).

Constitution du 25 février 1992 de la République du Mali. Bamako : Secrétariat général du gouvernement.

Loi n°97-008 du 14 janvier 1997 portant "Loi électorale". Bamako : Secrétariat général du gouvernement.

Lois et Décrets de la décentralisation 1996. Bamako : Primature-Mission de décentralisation.

Ordonnance n°91-74/P-CTSP du 10 octobre 1991 portant "Code électoral en République du Mali". Bamako : Secrétariat général du gouvernement.

AUTEUR

BRÉHIMA BÉRIDOGO

Université du Mali, Faculté des lettres, langues, arts et sciences humaines (FLASH), BP. 241, Bamako (Mali)- Fax, +223-227588 ; 77 24 76 ou 23 04 61.